

# ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Mardi 24 mars 1953, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

## SOMMAIRE

Page

L'ingérence des Etats-Unis d'Amérique dans les affaires intérieures d'autres Etats, telle qu'elle se manifeste par l'organisation, du côté du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, d'activités subversives et d'espionnage dirigées contre l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République populaire de Chine, la République tchécoslovaque et d'autres Etats de démocratie populaire (A/C.1/L.34) [suite] ..... 537

Président: M. João Carlos MUNIZ (Brésil).

**L'ingérence des Etats-Unis d'Amérique dans les affaires intérieures d'autres Etats, telle qu'elle se manifeste par l'organisation, du côté du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, d'activités subversives et d'espionnage dirigées contre l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République populaire de Chine, la République tchécoslovaque et d'autres Etats de démocratie populaire (A/C.1/L.34) [suite]**

[Point 71 \*]

1. Mme MYERSON (Israël) déclare que, dans son intervention, le représentant de la Tchécoslovaquie a parlé, au cours de son intervention à la 582<sup>ème</sup> séance, d'une conspiration internationale visant à détruire son pays par l'espionnage et le sabotage. Des accusations du même genre qui avaient été formulées à la sixième session de l'Assemblée générale, par le représentant de l'Union soviétique (A/1968/Rev.1), ont été rejetées par l'Assemblée. Toutefois, un élément nouveau a été introduit récemment dans la controverse; en effet, les sionistes sont désormais rangés parmi ceux que l'on accuse de vouloir renverser et détruire la République populaire tchécoslovaque et ses alliés. Ces accusations sont aussi absurdes que calomnieuses. Le mouvement sioniste, mouvement de libération du peuple juif, est reconnu depuis près d'un demi-siècle par le monde civilisé et il a fini par obtenir l'appui de l'Organisation des Nations Unies en faveur de l'établissement de l'Etat d'Israël. Mais pour saisir tout le sens tragique des accusations portées contre ce mouvement, il y a lieu de les situer dans un cadre plus vaste.

2. Le représentant de la Tchécoslovaquie a fait allusion, dans les termes les plus brefs et, à vrai dire, les plus discrets, au récent procès de Prague qui a retenu l'attention du monde entier. Il semble qu'il ait estimé peu sage de dévoiler cet épisode macabre dans tous ses détails sinistres à l'examen et au jugement de l'opinion

internationale. Il s'est contenté de faire allusion, en passant, au procès Slansky et aux conspirateurs sionistes. En Tchécoslovaquie même, le gouvernement s'est montré moins réticent; dans les termes les plus boursoufflés, il a attribué des activités criminelles et subversives à une conspiration juive internationale où seraient compromis le mouvement sioniste, les organisations juives de secours, des personnalités juives de divers pays, et même l'Etat d'Israël.

3. Mme Myerson rappelle que sa délégation a déclaré qu'elle avait l'intention de soulever le très grave problème des relations amicales entre les nations. La délégation d'Israël se propose par la même occasion, de faire, devant l'Assemblée générale, un exposé sur la politique d'excitation antijuive adoptée par les Gouvernements de la République populaire tchécoslovaque, de l'URSS et de leurs alliés, et dont le procès Slansky ne représente qu'une des manifestations.

4. M. NUNEZ PORTUONDO (Cuba) dit que, puisque la délégation de la Tchécoslovaquie a qualifié le *Mutual Security Act* (loi de sécurité mutuelle) des Etats-Unis d'ingérence agressive dans les affaires intérieures d'autres Etats, il tient, au nom de son gouvernement, à présenter des faits concrets sur cet aspect de la question. Un accord général de collaboration technique a été conclu le 20 juin 1951 entre les Etats-Unis et Cuba, dans le cadre du programme d'assistance dit Point quatre. Cet accord institue une collaboration entre les deux gouvernements qui, par l'échange de connaissances et de leur expérience techniques et par d'autres activités connexes, doivent favoriser le développement harmonieux et coordonné des ressources économiques et de la capacité de production de Cuba. Le décret-loi No 263 de la République cubaine, en date du 25 juillet 1952, régit la procédure relative aux demandes d'assistance technique et à la conclusion d'accords particuliers avec les Etats-Unis en la matière. Grâce à ces accords, des programmes techniques ont été entrepris en vue d'industrialiser le pays et d'améliorer sa capacité de production. Ces faits prouvent que l'assistance fournie par les Etats-Unis ne constitue nullement

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

une ingérence agressive dans les affaires intérieures de Cuba; la condition préalable des accords d'assistance technique est le respect absolu de la souveraineté et de l'indépendance de Cuba.

5. Le représentant de la Tchécoslovaquie s'engage sur un terrain extrêmement dangereux et lance un véritable défi à l'opinion publique internationale, lorsqu'il parle d'intervention dans les affaires intérieures d'autres pays; en effet, tout le monde est au courant de l'intervention soviétique dans les affaires de la Tchécoslovaquie, des Etats baltes, de la Pologne, de la Roumanie, de la Hongrie, de la Bulgarie, de l'Albanie et de l'Allemagne orientale. Le représentant de Cuba tient à déclarer que les accusations de la Tchécoslovaquie sont absolument dénuées de fondement.

6. Aux discours de propagande que les représentants de la Tchécoslovaquie et de l'Union soviétique ont prononcés aux deux séances précédentes, il faut répondre par des faits. M. Nuñez Portuondo rappelle qu'en sa qualité de représentant de Cuba au Conseil économique et social, il a entendu les représentants de l'Union soviétique, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie citer longuement et en détail, comme représentant l'opinion officielle des Etats-Unis, des articles parus dans les journaux des Etats-Unis et des propos tenus par des hommes politiques américains. Le représentant de Cuba avait alors fait observer que, dans des pays libres et démocratiques, des déclarations comme celles que les représentants de l'Union soviétique avaient citées ne représentaient nullement l'opinion officielle du gouvernement et que le fait même que l'on puisse faire des déclarations de ce genre était le témoignage le plus tangible de la liberté qui régnait aux Etats-Unis. A la Première Commission, les représentants de l'Union soviétique et de la Tchécoslovaquie ont eu recours à la même tactique. Aussi l'orateur tient-il à montrer, en examinant le dernier numéro du *New York Times*, jusqu'où va la liberté de la presse aux Etats-Unis. La première page du journal résume les discours que les représentants de l'URSS et de la Tchécoslovaquie ont prononcés sur la question qui fait l'objet des débats de la Commission. M. Nuñez Portuondo se demande si un journal de l'Union soviétique ferait le même sort à une déclaration du représentant des Etats-Unis. Le journal signale d'autre part qu'un sénateur des Etats-Unis a critiqué le Secrétaire d'Etat; or, nul n'ignore que ce sénateur est toujours en liberté. Que serait-il advenu d'un législateur soviétique qui aurait osé critiquer M. Molotov de la même manière? Le journal annonce également la mort d'un évêque catholique polonais, qui

a été emprisonné parce que ses croyances religieuses étaient en opposition avec l'idéologie officielle du régime polonais. A ce propos, le représentant de Cuba rappelle les violentes persécutions dirigées contre les juifs, les musulmans d'Albanie, du Turkestan et de certaines provinces de Chine, et les protestants d'Allemagne orientale.

7. L'idéologie soviétique a transformé l'homme en un être irrationnel asservi à l'Etat. S'il refuse d'obéir, il est fusillé comme traître au régime. Il est curieux de constater que le jour même où, dans un certain pays, les 99 pour 100 du corps électoral se prononcent en faveur de la liste unique des candidats officiels, un grand nombre de ces mêmes électeurs viennent chercher asile dans les pays libres d'Europe occidentale. S'ils étaient satisfaits de leur sort, pourquoi s'enfuiraient-ils de leur pays? Dans les pays du monde occidental, tous ceux qui le désirent ont le droit de quitter leur patrie. Les représentants de l'Union soviétique cherchent à impressionner l'opinion mondiale en laissant entendre que de très nombreux actes de sabotage sont commis contre les démocraties populaires. Or, l'opinion publique internationale est parfaitement au courant de la situation; elle sait ce qui s'est passé en Corée, en Tchécoslovaquie et dans les Etats baltes. M. Gromyko a accusé les représentants diplomatiques des Etats-Unis d'être à la fois diplomates et espions. Il ne semble guère logique que l'Union soviétique porte, sans la moindre preuve, des accusations de ce genre contre les diplomates des autres pays, alors que, de notoriété publique, ses propres diplomates se sont livrés à des activités du genre de celles de M. Vychinsky dans les Etats baltes et de M. Zorine en Tchécoslovaquie.

8. M. Gromyko a mentionné l'extraordinaire essor industriel des pays communistes. Si l'on supprimait le rideau de fer, peut-être le monde occidental pourrait-il se rendre compte des avantages du régime communiste. Vraiment, les communistes font preuve d'un égoïsme sans bornes lorsqu'ils refusent de montrer aux autres leur paradis et les empêchent ainsi de l'imiter. Jusqu'ici, le monde occidental n'a entendu parler que d'épurations et de fusillades. Tant que l'Occident n'aura pas acquis la conviction que les pays voisins de l'Union soviétique ou de ses satellites ne courent pas le risque d'une occupation imminente et tant que le Gouvernement de l'Union soviétique n'aura pas fourni la preuve qu'il a renoncé à sa politique malfaisante d'expansion forcée, aucun accord ne sera possible.

La séance est levée à 11 h. 35.